

NATIONALISMES FLAMAND ET QUÉBÉCOIS

GARE AUX IDÉES REÇUES !

Fleur de lys québécoise et lion flamand, même combat ? Pas vraiment. Le 22 septembre, des chercheurs canadiens et belges vont tirer des leçons des arrangements adoptés dans leur pays pour gérer les conflits communautaires et linguistiques.

PAR OLIVIER ROGEAU

Pour certains politiciens et chercheurs flamands, pas de doute, le nationalisme québécois ressemble au nationalisme flamand : les deux mouvements reposent sur des bases linguistiques, ils ont redressé les inégalités du passé – les classes dominantes étaient francophones en Belgique, anglophones au Québec – et ils ont obtenu une redistribution du pouvoir politique, avec la construction d'une alternative à l'Etat central. Pour répliquer aux Belges francophones indignés par certaines mesures prises par la Flandre en vertu du sacro-saint principe de territorialité, les indépendantistes flamands citent volontiers en exemple le cas de

la Belle Province, qui a su protéger, elle aussi, sa langue et sa culture.

Pourtant, le Québec est un îlot francophone dans un océan anglophone, alors que les Flamands sont majoritaires en Belgique. La minorité anglophone au Québec est très protégée, alors que la Flandre a chassé ou assimilé sa minorité francophone. Le gouvernement québécois voit la diversité linguistique de la province comme une richesse, alors que

En Flandre, la langue française n'est plus la bienvenue

la langue française n'est plus, depuis des lustres, la bienvenue en Flandre. La prestigieuse université anglophone McGill est une institution phare de Montréal, ville francophone, alors que les Belges francophones ont été chassés de l'université catholique de Louvain, bilingue jusqu'en 1968. Des recensements linguistiques sont organisés au Québec, alors qu'ils ont été supprimés depuis 1961 en Belgique sous la pression du mouvement flamand. Les indépendantistes québécois n'ont plus le vent en poupe (*lire aussi page 30*), alors qu'un parti nationaliste flamand, première force politique en Belgique, participe au pouvoir. Le Québec peine à faire entendre sa voix au niveau fédéral canadien et connaît un statu quo institution-

nel, alors que la « flamandisation » de la Belgique (postes clés entre des mains flamandes...) se poursuit et que les pressions flamandes pour affaiblir plus encore l'Etat belge restent fortes. Les autorités québécoises prônent l'ouverture et la tolérance, alors que le discours des élus nationalistes flamands nourrit le repli sur soi.

Reste que, par-delà leurs différences, la Belgique et le Canada ont des points communs. Les deux pays sont bilingues, ont une longue tradition de tensions entre groupes linguistiques et sont marqués par de multiples clivages. Malgré des périodes de crise, le contentieux communautaire a été géré par des arrangements institutionnels, qui ont permis la mise en place de systèmes fédéraux. Peut-on tirer des leçons de ces expériences, alors que la question de la diversité ethnique et culturelle de la société s'impose à l'agenda politique des deux pays ? Le 22 septembre, à Bruxelles, des chercheurs canadiens et belges (historiens, juristes, sociologues, politologues...) compareront, le plus souvent en duo (belgo-canadien), les solutions adoptées dans leur pays respectif. ♦

Le colloque Des sociétés inclusives ?

Le Canada et la Belgique au XXI^e siècle, organisé par l'ULB, la KU Leuven et l'ambassade du Canada, se tiendra au palais des Académies (entrée libre, enregistrement obligatoire).

BELGES ET QUÉBÉCOIS, MÊMES DÉBATS

Le voyageur qui roule vers le centre-ville de Montréal est vite piégé : échangeurs en travaux, artères réduites à une ou deux voies, rues fermées avec déviations à la clé, intersections où ont été déployés des « signaleurs » chargés de gérer le flux routier... Même constat sur l'autoroute Montréal-Québec, où l'asphaltage et la réfection des ponts créent des bouchons. « Cet été plus encore que les précédents, circuler a été un cauchemar, constate une enseignante belge installée de longue date à Montréal. L'engorgement va encore s'aggraver ces deux prochains mois autour du grand échangeur Turcot :

un tronçon emprunté quotidiennement par 22 000 véhicules sera démantelé et reconstruit. »

Les médias dénoncent l'invasion des plots en plastique qui délimitent les travaux, dévient la circulation ou signalent les nids-de-poule. Devenu le symbole de Montréal, le cône orange incarne tous les travers de la métropole québécoise. Mais si la ville a été plus congestionnée que jamais depuis juillet, dénoncent les éditorialistes, c'est aussi parce que le Québec, plus encore que la Belgique, connaît un phénomène de « festivalisation » : festivals western,

celtique, de jazz, Juste pour rire, de la Nouvelle-France, du bleuet (la myrtille locale)... A Montréal, des axes routiers ont été fermés pour cause de course automobile, de spectacles de rue et autres animations. Des chroniqueurs remontés contre les libéraux (au pouvoir au fédéral et dans la province) dénoncent dès lors un Etat qui divertit le peuple en été, lui permet de boire dans la rue, « pour faire oublier qu'il lui vide les poches le reste de l'année ». Autre sujet qui fâche, Québec comme Belgique : les ventes d'armes à l'Arabie saoudite, pays au piètre respect des droits humains et impliqué dans une

guerre sanglante au Yémen. Le royaume saoudien représente près de 60 % du commerce wallon dans le secteur de l'armement. Le pays à l'érable lui a vendu des blindés légers pour 15 milliards de dollars, le plus gros contrat de l'histoire des ventes d'armement canadien, négocié par le gouvernement Stephen Harper et approuvé par son successeur, Justin Trudeau, malgré une vive réaction citoyenne. Fin juillet, les informations selon lesquelles Riyad utilise des véhicules blindés légers canadiens pour des opérations de répression antichalites dans l'est du pays ont embarrassé le gouvernement.

« LE QUÉBEC FAIT SA RÉVOLUTION SILENCIEUSE »

Comme en Belgique, les questions identitaires et linguistiques restent sensibles au Québec. Mais l'indépendantisme est en net déclin, surtout chez les jeunes, moins idéalistes que leurs prédécesseurs.

PAR OLIVIER ROGEAU, À MONTRÉAL ET QUÉBEC

Vive le Québec libre ! », lançait, il y a cinquante ans, le général de Gaulle du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, devant une foule en liesse. Un demi-siècle après le discours historique du président français, la Belle Province serait parfaitement viable comme Etat indépendant, mais le souverainisme n'y fait plus recette. « Le soutien à l'indépendance décline surtout chez les jeunes, signale Jocelyn Létourneau, historien et professeur à l'université Laval de Québec. Je dirais, pour faire un clin d'œil à la "révolution tranquille" des années 1960-1970, que le Québec connaît cette fois une "révolution silencieuse" : d'ici à dix ans, les baby-boomers seront presque tous à la retraite. Dans les postes décisionnels, ils auront été remplacés par les générations X et Y, nées dans les années 1970, 1980 et 1990. Plus pragmatiques et moins idéalistes que leurs prédécesseurs, ces jeunes sont aussi plus ouverts sur le monde et moins imprégnés par le paradigme de l'infériorité historique. »

Les sondages confirment : sept électeurs québécois sur dix âgés de 18 à 34 ans rejettent le projet d'un Québec in-

dépendant. Toutefois, deux jeunes sur trois se disent « avant tout Québécois », les autres se considérant « d'abord Canadiens ». En outre, le statu quo dans les relations avec le Canada ne satisfait que 29 % des sondés. « Jamais, au Québec, on ne s'est senti autant "québécois", admet le professeur Létourneau. Mais la forme politique de l'appui à l'indépendance ne convainc plus, ou séduit moins, en particulier chez les milléniums. » En 1995, lors du second référendum sur la souveraineté, le non à l'indépendance l'a emporté de quelques milliers de voix (50,5 % contre 49,5 % de oui). Aujourd'hui, le oui, en recul depuis dix ans, n'obtiendrait plus que 36 % des voix. Du coup, la moitié à peine de ceux qui veulent faire du Québec un pays gardent encore l'espoir de voir leur rêve se réaliser.

Libre ou pas, le Québec ?

Cinquante ans après le « Vive le Québec libre ! » du général de Gaulle, le Québec est-il plus « libre » ? « Oui, il est libre de ses choix, et ils ont été exprimés lors des référendums de 1980 et 1995 et lors des élections générales », répond Philippe Couillard, le Premier ministre (libéral) du Québec, dans une interview au quotidien *Le Soleil*. « Il a acquis une liberté

financière et économique, autrement dit une liberté d'action. » Réplique de Jean-François Lisée, chef du Parti québécois (PQ), la formation souverainiste, rejetée dans l'opposition : « Le Québec ne contrôle pas sa défense ni ses relations internationales. Une constitution lui a été imposée, qui a limité sa capacité d'agir, en particulier dans l'éducation et la langue... De plus, le droit canadien actuel dit que le Québec n'est pas libre de quitter le Canada. »

Les réactions politiques après la publication, le mois dernier, des résultats (erronnés !) d'un nouveau recensement linguistique au Québec montrent à quel point les questions identitaires et de langue restent explosives au Québec. L'organisme fédéral de statistique a indiqué, dans un premier temps, que la population anglophone avait bondi et que le français était en déclin. Aussitôt, Jean-François Lisée a prévenu qu'en cas de retour au pouvoir des péquistes au scrutin québécois d'octobre 2018, il exigerait des candidats à l'immigration une connaissance du français avant même qu'ils arrivent au Québec. Mais les chiffres ont été rectifiés : en fait, c'est l'anglais qui recule, après avoir progressé jusqu'en 2011.

Les sereins et les inquiets

« La question du statut et de la condition de la langue française au Québec est extrêmement sensible pour une minorité de Québécois, les plus bruyants, admet l'historien Jocelyn Létourneau. Les autres ont, au-delà de leur attachement organique au français, une ouverture à l'anglais comme *lingua franca*. Pour la plupart des jeunes francophones, parler l'anglais ou passer à l'anglais n'est pas la preuve d'un état d'aliénation ou d'une

attitude de capitulation. Pour les Québécois "sereins", l'important est que le français demeure la langue publique commune au Québec et que cette langue continue à soutenir une culture et une identité collectives. Les "inquiets", eux, estiment que l'héritage canadien-français est en danger, que parler l'anglais introduit les ferments d'une culture opposée. »

L'identité québécoise reste assurément une valeur forte dans la province. De la Gaspésie au lac Saint-Jean, de la Mauricie à la région de Charlevoix, bon nombre de Québécois font flotter au mât de leur maison le fleurdelisé, leur drapeau aux racines françaises. Certains ne cachent pas leur indifférence, voir leur allergie à la vue de l'unifolié, le drapeau canadien à la feuille d'érable. De même, en cette année du 150^e anniversaire de la Confédération canadienne, des politiciens et blogueurs québécois assurent que les festivités « Canada 150 » ont été l'occasion, pour un gouvernement libéral épris de *nation building*, de « réécrire l'histoire ». Que cet anniversaire est, en fait, celui d'une simple réorganisation administrative des colonies britanniques d'Amérique, votée par le Parlement de Londres, sans consultation directe de la population canadienne, et menée au détriment des Amérindiens. Que le Canada est né bien avant, sur les berges du Saint-Laurent, en 1608, avec l'établissement de la première colonie permanente par Samuel de Champlain, à Québec. Ou alors, bien plus tard, en janvier 1932, quand le Canada a été reconnu comme pays souverain par le Royaume-Uni.

Racisme et islamophobie

Pour autant, des partisans de l'indépendance ne cachent pas, ces temps-ci, leur désarroi face à l'expression, dans leurs propres rangs, de propos racistes et islamophobes, notamment sur les réseaux sociaux. Le chef du PQ lui-même surfe volontiers sur la vague identitaire à tendance xénophobe. « Le populisme prospère actuellement dans les milieux ouvriers et la classe moyenne inférieure, constate un expatrié belge en poste à Montréal. Les lignes ouvertes des "radios poubelles" mettent de l'huile sur le feu : des animateurs alimentent des sentiments hostiles à la diversité. » Une frange de la population en perte de repères et qui s'estime exclue socialement a développé, comme les *Angry White Men*, les milieux blancs américains en colère raliés à Donald Trump, une allergie à la mondialisation, au multiculturalisme et aux élites politiques. Un courant minoritaire au Québec, mais qui fait de plus en plus de bruit. ♦